

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

2020



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
the global coalition against corruption

Transparency International est un mouvement mondial animé par une vision commune : un monde dans lequel les États, les entreprises, la société civile et les individus dans leur quotidien seraient épargnés par la corruption. Avec plus de 100 sections à travers le monde et un secrétariat international à Berlin, nous menons le combat contre la corruption pour faire de cette vision une réalité.

#cpi2020

www.transparency.org/cpi

Toutes les dispositions ont été prises pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport. Toutes les informations étaient jugées correctes en janvier 2021. Néanmoins, Transparency International décline toute responsabilité dans l'utilisation de cette publication à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-159-4

2021 Transparency International. Sauf indication contraire, ce travail est sous licence CC BY-ND 4.0 DE. Citation autorisée. Veuillez contacter Transparency International - copyright@transparency.org - concernant les demandes de produits dérivés.



INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2020

TABLE DES MATIÈRES

2-3

Cartes et résultats

4-5

Résumé exécutif
Recommandations

6-7

Analyse mondiale

8-10

COVID-19 et corruption
Dépenses de santé
Recul démocratique

11

Analyse régionale

12-13

Amériques

Pérou
Honduras

14-15

Asie Pacifique
Vanuatu
Myanmar

16-17

**Europe de l'Est et Asie
centrale**
Serbie
Belarus

18-19

**Moyen-Orient et
Afrique du Nord**
Liban
Maroc

20-21

Afrique subsaharienne
Malawi
Zambie

22-23

**Europe de l'Ouest et
Union européenne**
Malte
Pologne

24

Méthodologie

25

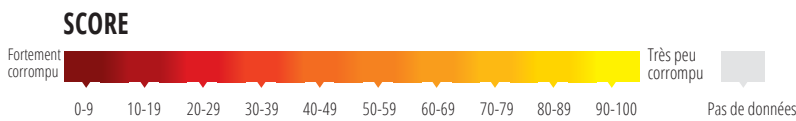
Notes de fin

180 PAYS. 180 SCORES.

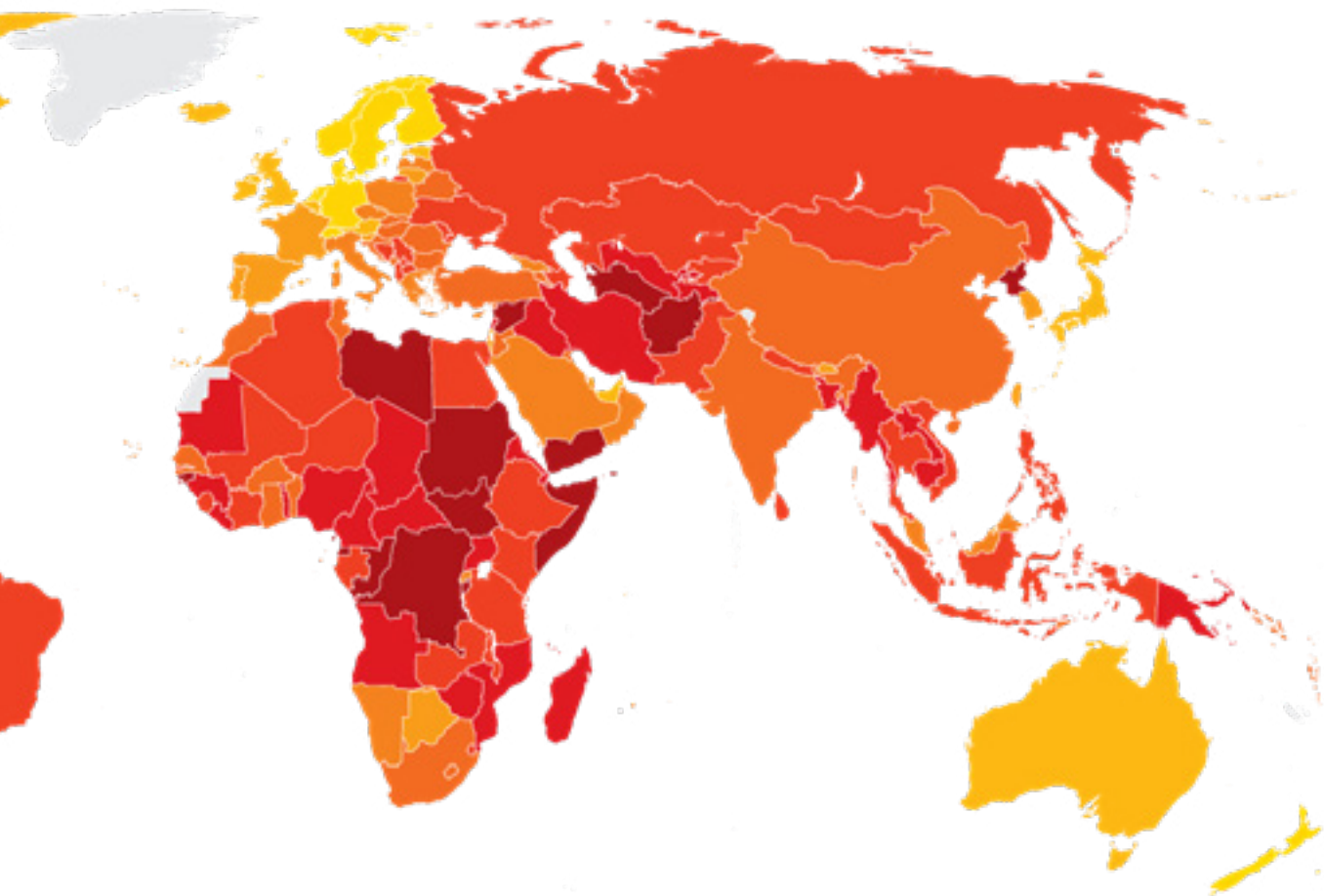
QUEL EST LE CLASSEMENT DE VOTRE PAYS ?



Les niveaux de perception de la corruption du secteur public dans 180 pays et territoires à travers le monde.



SCORE PAYS/TERRITOIRE	RANG	SCORE	PAYS/TERRITOIRE	RANG	SCORE	PAYS/TERRITOIRE	RANG	
88	Danemark	1	69	France	23	45	Sénégal	67
88	Nouvelle-Zélande	1	68	Bhoutan	24	45	Bulgarie	69
85	Finlande	3	67	Chili	25	45	Hongrie	69
85	Singapour	3	67	États-Unis	25	55	Jamaïque	69
85	Suède	3	66	Seychelles	27	54	Roumanie	69
85	Suisse	3	65	Taïwan	28	54	Afrique du Sud	69
84	Norvège	7	64	Barbade	29	54	Tunisie	69
82	Pays-Bas	8	63	Bahamas	30	53	Ghana	75
80	Allemagne	9	63	Qatar	30	53	Maldives	75
80	Luxembourg	9	62	Espagne	32	53	Vanuatu	75
77	Australie	11	61	Corée du Sud	33	53	Argentine	78
77	Canada	11	61	Portugal	33	53	Bahreïn	78
77	Hong Kong	11	60	Botswana	35	51	Chine	78
77	Royaume-Uni	11	60	Brunei Darussalam	35	51	Koweït	78
76	Autriche	15	60	Israël	35	50	Îles Salomon	78
76	Belgique	15	60	Lituanie	35	49	Bénin	83
75	Estonie	17	60	Slovénie	35	49	Guyana	83
75	Islande	17	60	Saint Vincent et les Grenadines	40	49	Lesotho	83
74	Japon	19	59	Cabo Verde	41	47	Burkina Faso	86
72	Irlande	20	58	Costa Rica	42	47	Inde	86
71	Émirats arabes unis	21	57	Chypre	42	47	Maroc	86
71	Uruguay	21	57	Lettonie	42	47	Timor-Leste	86
						47	Trinité-et-Tobago	86
						45	Turquie	86



39	Colombie	92	34	Moldavie	115	28	Guinée	137	21	Cambodge	160
39	Équateur	92	34	Philippines	115	28	Liberia	137	21	Tchad	160
38	Brésil	94	33	Égypte	117	28	Myanmar	137	21	Comores	160
38	Éthiopie	94	33	Eswatini	117	28	Paraguay	137	21	Érythrée	160
38	Kazakhstan	94	33	Népal	117	27	Angola	142	21	Irak	160
38	Pérou	94	33	Sierra Leone	117	27	Djibouti	142	19	Afghanistan	165
38	Serbie	94	33	Ukraine	117	27	Papouasie- Nouvelle-Guinée	142	19	Burundi	165
38	Sri Lanka	94	33	Zambie	117	27	Ouganda	142	19	Congo	165
38	Suriname	94	32	Niger	123	27	Bangladesh	146	19	Guinée-Bissau	165
38	Tanzanie	94	31	Bolivie	124	26	République centrafricaine	146	19	Turkménistan	165
37	Gambie	102	31	Kenya	124	26	République démocratique du Congo	170	18	Haïti	170
37	Indonésie	102	31	Kirghizistan	124	26	Ouzbékistan	146	18	Corée du Nord	70
36	Albanie	104	31	Mexique	124	25	Cameroun	149	18	Libye	173
36	Algérie	104	31	Pakistan	124	25	Guatemala	149	17	Guinée équatoriale	174
36	Cote d'Ivoire	104	30	Azerbaïdjan	129	25	Iran	149	16	Soudan	174
36	El Salvador	104	30	Gabon	129	25	Liban	149	15	Venezuela	176
36	Kosovo	104	30	Malawi	129	25	Madagascar	149	15	Yémen	176
36	Thaïlande	104	30	Mali	129	25	Mozambique	149	14	Syrie	178
36	Vietnam	104	30	Russie	129	25	Nigeria	149	12	Somalie	179
35	Bosnie- Herzégovine	111	29	Laos	134	25	Tadjikistan	149	12	Soudan du Sud	179
35	Mongolie	111	29	Mauritanie	134	24	Honduras	157			
35	Macédoine du Nord	111	29	Togo	134	24	Zimbabwe	157			
35	Panama	111	28	République dominicaine	137	22	Nicaragua	159			

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'indice de perception de la corruption (IPC) de cette année brosse un tableau sombre de l'état de la corruption dans le monde. Alors que la plupart des pays n'ont guère progressé dans la lutte contre la corruption en près de dix ans, plus des deux tiers des pays ont un score inférieur à 50. Notre analyse montre que la corruption non seulement fragilise la réponse sanitaire mondiale à la COVID-19, mais elle contribue également à approfondir la crise démocratique en cours.

L'année 2020 s'est avérée être l'une des pires de l'histoire récente, en raison de la pandémie mondiale de COVID-19 et de ses effets dévastateurs. L'impact sanitaire et économique sur les individus et les communautés du monde entier a été catastrophique. À l'échelle mondiale, plus de 90 millions de personnes ont été infectées, et

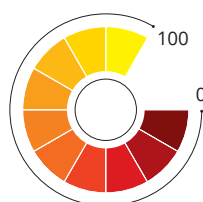
près de 2 millions de personnes sont décédées¹.

Comme l'a montré l'année tumultueuse qui vient de se terminer, la COVID-19 n'est pas seulement une crise sur le plan sanitaire et économique, mais également une crise sur le plan de la corruption, du fait du grand nombre de vies perdues

en raison des effets insidieux de la corruption qui affaiblissent une réponse mondiale juste et équitable.

Des actes de corruption durant la crise liée à la COVID-19² ont été rapportés dans le monde entier.

180 PAYS ÉVALUÉS



L'IPC UTILISE UNE ÉCHELLE DE 0 À 100

L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et d'hommes d'affaires.

100 signifie **très peu corrompu**, et 0 signifie **très corrompu**.

2/3 DES PAYS ONT UN SCORE INFÉRIEUR À

50/100

LE SCORE MOYEN EST DE

43/100

De la corruption et du détournement de fonds à la surfacturation et au favoritisme, la corruption dans le secteur des soins de santé prend de nombreuses formes³. Nous risquons cependant de perdre encore plus si nous ne tirons pas les leçons des périodes de crise précédentes⁴.

Au cours de l'année dernière, malgré la COVID-19, les citoyens du monde entier se sont rassemblés en force pour se joindre aux protestations

massives contre la corruption et en faveur de la justice sociale et du changement politique. Sans surprise, puisque les sondages d'opinion publique montrent que la plupart des gens espèrent pouvoir faire une différence contre la corruption⁵, ces protestations ont fait la une des journaux et ont mis en évidence le pouvoir de l'action et de l'expression collectives.

La réponse d'urgence à la pandémie de COVID-19 a révélé d'énormes failles dans

les systèmes de santé et les institutions démocratiques, soulignant que les personnes au pouvoir ou qui tiennent les cordons de la bourse du gouvernement servent souvent leurs propres intérêts plutôt que ceux des personnes les plus vulnérables. Alors que la communauté mondiale passe de la crise à la reprise, les efforts de lutte contre la corruption doivent suivre le rythme pour assurer une relance juste et équitable⁶.

Recommandations

Pour lutter contre la COVID-19 et freiner la corruption, les gouvernements doivent :



1. RENFORCER LES ORGANES DE SURVEILLANCE

La réponse à la COVID-19 a mis en évidence les faiblesses d'une surveillance médiocre et d'une transparence insuffisante. Pour que les ressources soient effectivement distribuées à ceux qui en ont le plus besoin, et non pas détournées par des personnes corrompues, les autorités de lutte contre la corruption et les organes de surveillance doivent avoir les fonds, les ressources et l'indépendance nécessaires pour remplir leurs fonctions.



3. DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE, PROMOUVOIR L'ESPACE CIVIQUE

La crise liée à la COVID-19 a exacerbé le déclin démocratique, certains gouvernements exploitant la pandémie pour suspendre les parlements, renoncer aux mécanismes de responsabilité publique et inciter à la violence à l'égard des dissidents. Pour défendre l'espace civique, les groupes de la société civile et les médias doivent pouvoir travailler dans des conditions leur permettant de demander des comptes aux gouvernements.



2. GARANTIR LA TRANSPARENCE DE LA PASSATION DE MARCHÉS

De nombreux gouvernements ont considérablement assoupli les procédures de passation de marchés. Ces procédures précipitées et opaques offrent de nombreuses possibilités de corruption et de détournement des ressources publiques. Les processus de passation de marchés doivent rester ouverts et transparents afin de lutter contre les malversations, d'identifier les conflits d'intérêts et de garantir une tarification équitable.



4. PUBLIER LES DONNÉES PERTINENTES ET VEILLER À GARANTIR LEUR ACCÈS

La publication de données désagrégées sur les dépenses et la distribution des ressources est particulièrement importante dans les situations d'urgence, pour garantir des réponses politiques justes et équitables. Les gouvernements devraient également veiller à ce que les citoyens reçoivent des informations facilement compréhensibles, accessibles, opportunes et significatives en garantissant leur droit d'accès à l'information.

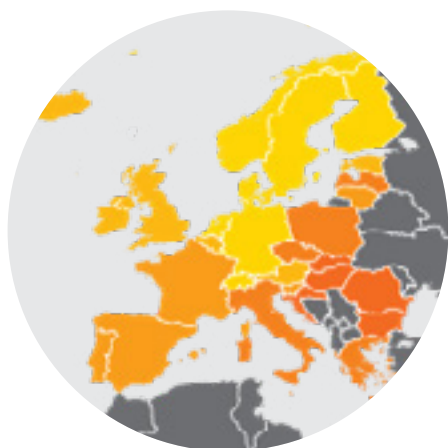
ANALYSE MONDIALE

L'IPC de cette année révèle que la corruption est plus répandue dans les pays les moins bien équipés pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises mondiales.

L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et de chefs d'entreprise. Il utilise une échelle de zéro à 100, où zéro correspond à un pays très corrompu et 100 à un pays très peu corrompu.

Comme les années précédentes, plus des deux tiers des pays obtiennent un score inférieur à 50 sur l'IPC de cette année, avec un score moyen de 43 seulement. Les données montrent qu'en dépit de certains progrès, la majorité des pays ne parviennent toujours pas à lutter efficacement contre la corruption dans le secteur public.

En plus d'obtenir de mauvais résultats, pour près de la moitié des pays, le score sur l'IPC n'a pas évolué pendant près d'une décennie. Ces pays n'ont pas réussi à faire bouger le curseur de manière significative pour améliorer leur score et combattre la corruption dans le secteur public.



RÉGION AU SCORE LE PLUS ÉLEVÉ

EUROPE DE L'OUEST ET UNION EUROPÉENNE

66/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

= DEPUIS 2018



RÉGION AU SCORE LE PLUS FAIBLE

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

32/100

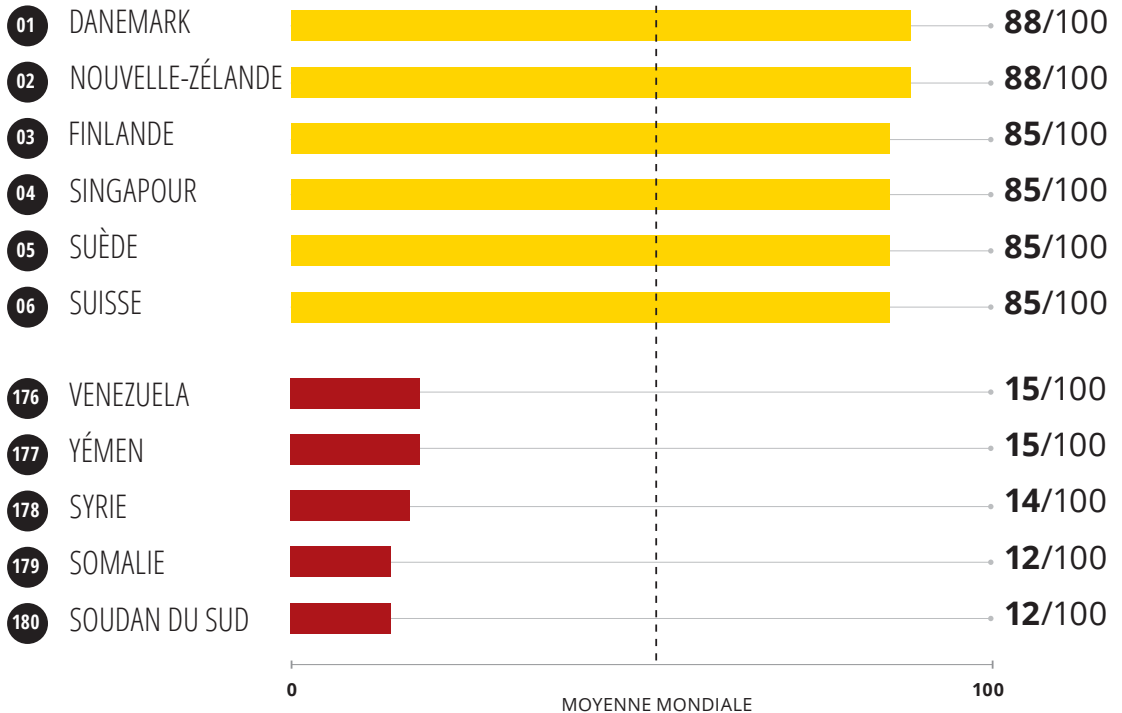
SCORE RÉGIONAL MOYEN

= DEPUIS 2018

PAYS EN TÊTE DU CLASSEMENT



PAYS EN QUEUE DU CLASSEMENT



Les pays en tête de l'IPC sont le Danemark et la Nouvelle-Zélande, tous deux avec un score de 88, suivis par la Finlande, Singapour, la Suède et la Suisse, avec un score de 85 chacun.

Les pays en queue de classement sont le Soudan du Sud et la Somalie, tous deux avec un score de 12, suivis par la Syrie (14), le Yémen (15) et le Venezuela (15).

Depuis 2012, 26 pays ont amélioré leur score sur l'IPC, dont la Grèce, le Myanmar et l'Équateur. Au cours de la même période, 22 pays ont vu leur score baisser, dont le Liban, le Malawi et la Bosnie-Herzégovine*.

*Pour ces six exemples, nous indiquons l'année (entre 2012 et 2020) à partir de laquelle le changement de score est statistiquement significatif.

Depuis 2012 :

26



PAYS ONT PROGRESSÉ*

Notamment :

- Grèce (+14)
- Myanmar (+13)
- Équateur (+7)

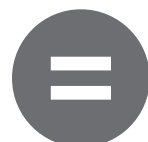
22



PAYS ONT RÉGRESSÉ*

Notamment :

- Liban (-5)
- Malawi (-7)
- Bosnie-Herzégovine (-7)



LES AUTRES PAYS N'ONT PAS OU PEU PROGRESSÉ DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION CES DERNIÈRES ANNÉES

COVID-19 ET CORRUPTION

La corruption compromet la mise en œuvre d'une réponse équitable à la COVID-19 et à d'autres crises, ce qui souligne l'importance de la transparence et des mesures anticorruption dans les situations d'urgence.

Si la recherche actuelle⁷ montre que la corruption a un effet négatif sur l'accès des personnes à des soins de santé de qualité, notre analyse indique également que même en tenant compte du développement économique, des niveaux de corruption plus élevés sont associés à une couverture universelle des soins de santé plus faible. Ils sont également associés à des taux plus élevés de mortalité infantile et maternelle et de décès dus au cancer, au diabète et aux maladies respiratoires et cardiovasculaires.

La corruption est l'un des principaux obstacles à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, et la pandémie de COVID-19 rend ces objectifs encore plus difficiles à atteindre. Les effets à long terme de la corruption sur les systèmes de soins de santé nous rappellent que la corruption amplifie souvent les effets d'une crise.

La corruption est répandue à tous les niveaux de la réponse à la COVID-19, qu'il s'agisse de l'accès aux tests de dépistage, aux traitements et aux autres services de santé, ou de la passation de marchés publics de fournitures médicales et de la préparation générale aux situations d'urgence.

Notre analyse montre que la corruption détourne des fonds d'investissements indispensables dans les soins de santé, laissant les communautés sans médecins, équipements, médicaments et, dans certains cas, sans cliniques et hôpitaux. En outre, le manque de transparence des dépenses publiques accroît le risque de corruption et d'inefficacité de la réponse à la crise.

La transparence budgétaire, en particulier lors d'une intervention d'urgence comme dans le cas de la COVID-19, où la rapidité et l'efficacité comptent, peut être difficile à appliquer en cas de crise.

La transparence est néanmoins essentielle pour garantir la bonne gestion des dépenses publiques et le bon acheminement des ressources vers leurs destinataires. C'est pourquoi des procédures solides et transparentes pour les allocations budgétaires, les marchés publics et les audits doivent être mises en place avant qu'une crise ne survienne.

Enfin, nos recherches montrent que la corruption continue de saper les fondements de la démocratie⁸, même pendant la pandémie de COVID-19. Les pays où les niveaux de corruption sont les plus élevés sont généralement ceux où les atteintes à la démocratie et à l'état de droit sont les plus graves dans le cadre de la gestion de la crise liée à la COVID-19.

“ **La COVID-19 n'est pas seulement une crise sur le plan sanitaire et économique. C'est également une crise sur le plan de la corruption. Et pour l'instant, nous n'arrivons pas à l'endiguer.** ”

Delia Ferreira Rubio
Présidente, Transparency International

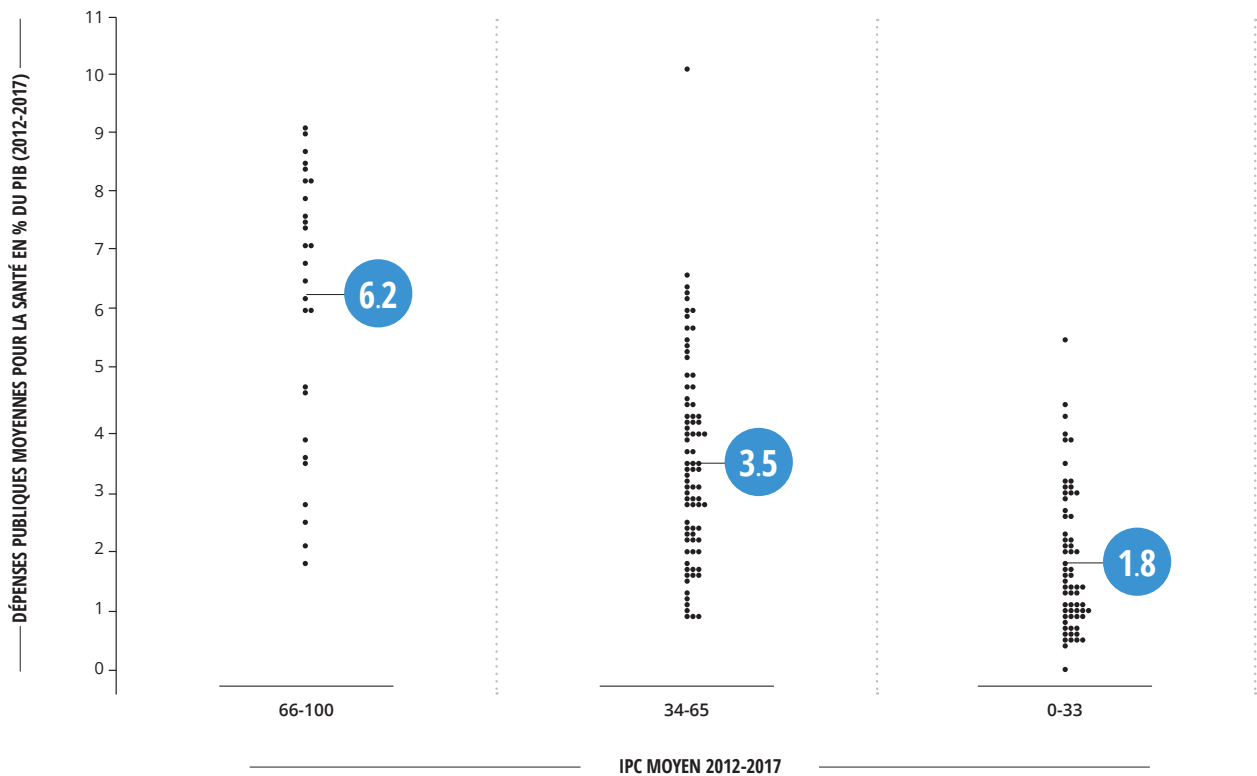


DÉPENSES DE SANTÉ

La corruption détourne les dépenses publiques des services publics essentiels. Les pays où le niveau de corruption est plus élevé, quel que soit le niveau de développement économique, ont tendance à dépenser moins pour la santé.

CORRUPTION ET DÉPENSES DE SANTÉ

La baisse des investissements dans la santé publique est associée à des niveaux de corruption plus élevés. Chaque point représente le score moyen d'un pays sur l'IPC (2012-2017) par rapport aux dépenses de santé moyennes en pourcentage du PIB (2012-2017)¹³.



Roumanie 44

Avec un score de 44, la Roumanie est régulièrement classée parmi les pays les plus corrompus de l'Union européenne (UE) selon l'IPC. Les dépenses de santé du pays sont également inférieures à la moyenne de l'UE. Outre le sous-financement, la Roumanie souffre d'une pénurie de personnel médical⁹.

Uruguay 71

Avec un score de 71, l'Uruguay est l'un des pays d'Amérique latine les plus performants sur l'IPC. Les dépenses publiques en matière de santé sont parmi les plus élevées de la région. Le pays dispose d'un solide système de surveillance épidémiologique¹⁰, qui a facilité sa lutte contre la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses, comme la fièvre jaune et le Zika.

Bangladesh 26

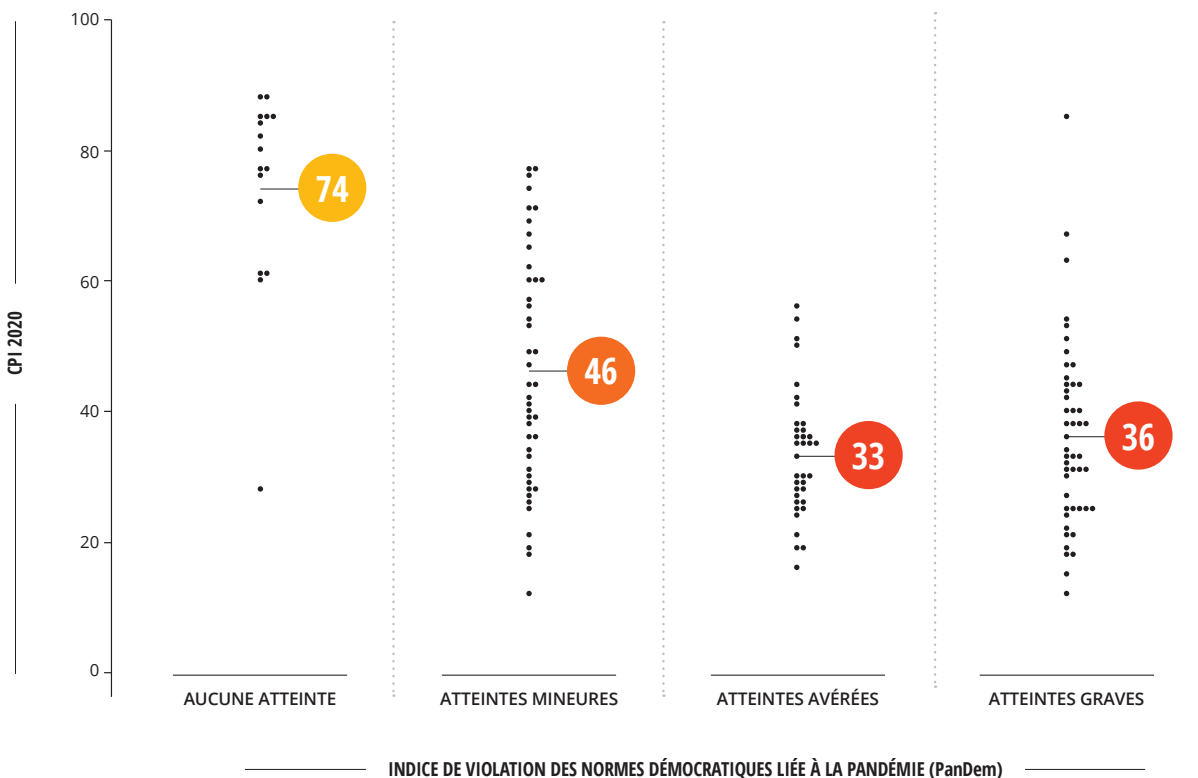
Avec un score de 26, le Bangladesh est l'un des pays d'Asie et du Pacifique les moins performants sur l'IPC. Le gouvernement investit peu dans les soins de santé¹¹ alors que la corruption prospère. La corruption associée à la COVID-19 s'étend des pots-de-venir dans les cliniques de santé au détournement de l'aide¹². En outre, la corruption est omniprésente dans l'acquisition de fournitures médicales et dans les contrats entre de puissants hommes d'affaires et des fonctionnaires.

RECU DÉMOCRATIQUE

La corruption a continué à contribuer au recul démocratique au cours de la pandémie de COVID-19. Les pays où le niveau de corruption est plus élevé ont mis en place des réponses moins démocratiques à la crise.

CORRUPTION ET ATTEINTES DÉMOCRATIQUES LIÉES À LA COVID-19

Les atteintes démocratiques du fait de la réponse à la COVID-19 sont plus fréquentes dans les pays où le niveau de corruption est plus élevé. Chaque point représente le score sur l'IPC 2020 d'un pays, et les cercles représentent le score moyen sur l'IPC par rapport à au niveau moyen d'atteintes démocratiques liées à la pandémie¹⁴.



États-Unis 67

Avec un score de 67, les États-Unis réalisent leur score le plus faible sur l'IPC depuis 2012. Les difficultés de l'administration à superviser¹⁵ le programme d'aide pour la COVID-19, d'un montant sans précédent de 1 000 milliards de dollars, ont suscité de graves préoccupations en matière de lutte contre la corruption et ont marqué un recul important par rapport aux normes démocratiques établies en faveur d'une gouvernance responsable.

Philippines 34

Avec un score de 34, les efforts pour contrôler la corruption aux Philippines semblent pour la plupart stagner depuis 2012. La mise en œuvre de la réponse du gouvernement à la COVID-19 a été caractérisée par des abus¹⁶ et des atteintes majeures aux droits de l'homme et à la liberté de la presse¹⁷.

Nouvelle-Zélande 88

Avec un score de 88, la Nouvelle-Zélande obtient l'une des meilleures notes sur l'IPC. La réponse du pays à la COVID-19 a été saluée pour son efficacité, bien que des préoccupations aient été soulevées en matière de transparence¹⁸. Alors que le gouvernement communique ouvertement sur les mesures et les politiques qu'il met en place, une plus grande transparence est nécessaire autour des marchés publics liés à la reprise post-COVID-19.

ANALYSE RÉGIONALE

Bien que la corruption diffère en termes d'ampleur et de portée selon les régions, elle s'est avérée être un obstacle universel à la lutte efficace contre la COVID-19.

Alors que la région est en tête de l'IPC, la pandémie a mis à l'épreuve l'Europe occidentale et l'UE, où de nombreux pays n'appliquent pas une transparence et une responsabilité totales.

En Asie Pacifique et en Amérique, certains gouvernements

ont utilisé la COVID-19 pour consolider le pouvoir, mais ont laissé les citoyens sans accès à l'aide d'urgence.

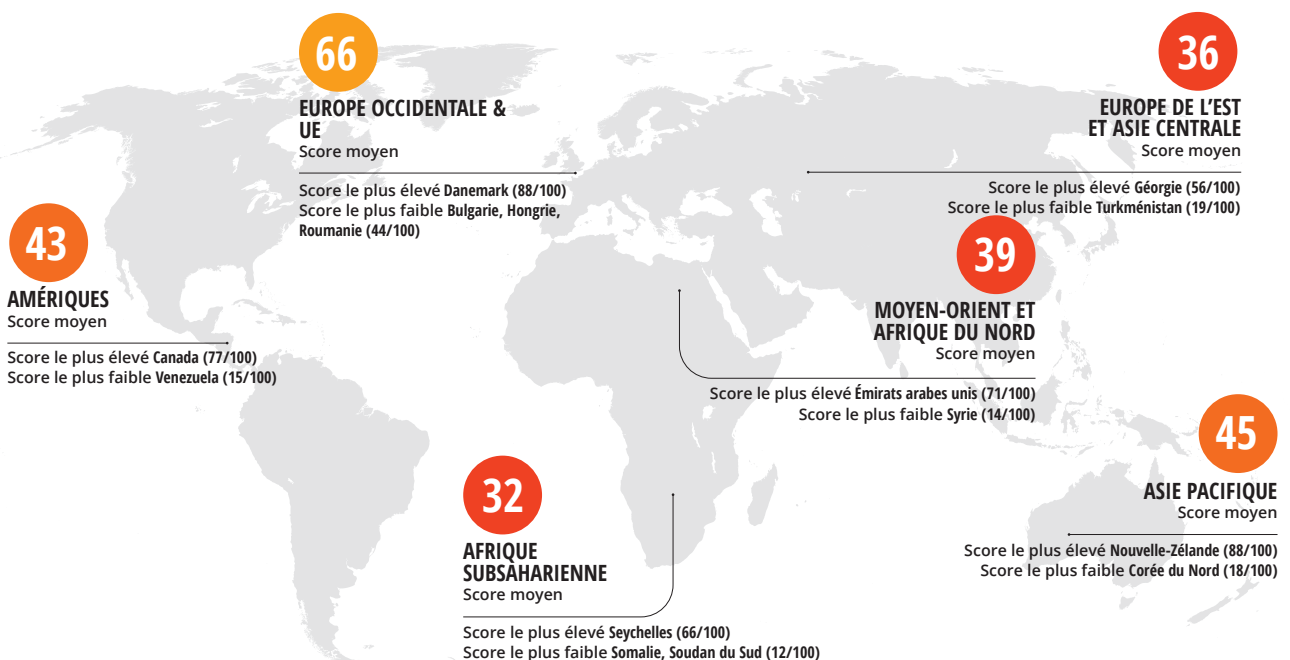
Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les pays ont affaibli les mesures de lutte contre la corruption, tandis que certaines régions d'Europe de l'Est et d'Asie

centrale ont réduit la surveillance et restreint les libertés civiles.

En queue du classement de l'IPC, l'Afrique subsaharienne a répondu à la COVID-19 par des protestations contre la hausse du coût de la vie, la corruption et le détournement des fonds d'urgence.

RÉSULTATS PAR RÉGION

Scores régionaux moyens, avec les performances supérieures et inférieures dans chaque région.



AMÉRIQUES

Avec un score moyen de 43 pour la cinquième année consécutive, les Amériques sont un exemple de corruption et de mauvaise gestion des fonds dans l'une des régions les plus touchées par la crise liée à la COVID-19.

32

PAYS ÉVALUÉS

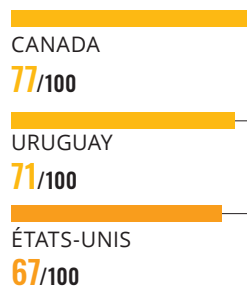
43/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

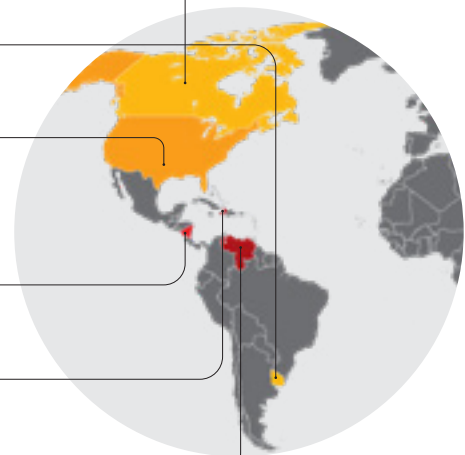
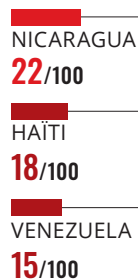
Le Canada et l'Uruguay sont toujours les plus performants, avec un score de 77 et 71 respectivement, tandis que le Nicaragua, Haïti et le Venezuela sont les moins bien classés, avec un score de 22, 18 et 15 respectivement.

Dans une région déjà caractérisée par la faiblesse des institutions gouvernementales, la COVID-19 a mis en évidence de profondes inégalités sociales et économiques, avec ses effets disproportionnés sur les populations vulnérables, notamment les femmes, les filles¹⁹, les groupes autochtones, les personnes âgées, les migrants et les Afro-Américains. Comme dans d'autres régions du monde, les gouvernements des Amériques ont pris des mesures extraordinaires pour lutter contre

SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



SCORES LES PLUS FAIBLES



la COVID-19 sous la forme de divers états d'urgence²⁰ qui ont restreint les droits civils. Ces restrictions ont affecté les libertés d'expression et de réunion, affaibli les contrôles et équilibres institutionnels et réduit l'espace de la société civile²¹.

Une concentration alarmante du pouvoir dans les branches exécutives de pays comme la Colombie²² (39) et le Salvador²³ (36) a contribué à une explosion des irrégularités et des cas de corruption²⁴ liés aux marchés publics dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans toute la région, les citoyens ont du mal à accéder à des informations fiables et actualisées sur les statistiques de santé et les achats d'urgence. L'un des principaux défis que doit relever la région est de s'assurer que

les fonds et les programmes d'aide pour la COVID-19 ne sont pas détournés du fait de la corruption et qu'ils atteignent les bénéficiaires prévus. L'incapacité à apporter cette aide risque d'accroître le mécontentement social, d'alimenter un populisme néfaste et de créer une pauvreté²⁵ et des inégalités encore plus grandes.

Les gouvernements doivent également garantir la transparence et l'équité dans le développement, l'achat et la distribution des traitements et vaccins contre la COVID-19. Il est essentiel que les gouvernements permettent aux organisations de la société civile et à la presse de jouer leur rôle de chien de garde, en demandant des comptes aux hommes politiques et aux entreprises.

PAYS À SURVEILLER

Pérou

Avec un score de 38, le Pérou voit sa note grimper de deux points, mais son rang n'a pas beaucoup évolué depuis 2012. Les enquêtes sur les affaires de corruption et l'approbation récente de lois anticorruption cruciales offrent quelques améliorations.

Plus précisément, deux lois sont sources d'espoir. La première empêche les personnes

reconnues coupables de corruption de postuler à des fonctions publiques ou d'être nommées à des postes de confiance²⁶. La seconde améliore la transparence, la responsabilité et l'intégrité du financement politique²⁷.

Les élections présidentielles prévues pour avril 2021 sont l'occasion de mettre fin à l'impunité et de demander des comptes au pouvoir au Pérou, où

le mécontentement social face à la corruption, à la COVID-19 et à la crise économique qui en résulte²⁸ reste élevé. Suite à des enquêtes menées sur des dirigeants politiques de haut niveau et des hommes d'affaires éminents, ces derniers devraient être traduites en justice et les peines confirmées le cas échéant, afin de préserver la confiance du public.

Le Pérou est confronté à la corruption structurelle²⁹, à l'impunité et à l'instabilité politique³⁰. En moins de cinq ans, le pays a rejeté quatre présidents, dont trois font l'objet d'une enquête pour corruption.



Photo : © Musuk Nolte

Honduras

Avec un score de 24, le Honduras baisse de deux points pour atteindre son niveau le plus bas sur l'IPC. L'année dernière, le Honduras a été dévasté par la COVID-19 et la saison des ouragans de 2020, et il continue de souffrir de niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité.

La faiblesse des institutions contribue à un manque de préparation aux catastrophes³¹ et une économie peu diversifiée crée une dépendance excessive à l'agriculture et aux ressources naturelles pour les revenus³².

L'état d'avancement des efforts de lutte contre la corruption est tout aussi sombre. Le pays a perdu des millions à cause de la corruption au cours de la dernière décennie³³ et a connu des revers importants dans la lutte contre l'impunité avec la fin de la Mission de soutien à

la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras, gérée par l'Organisation des États américains³⁴. Le Congrès a également approuvé une série de lois³⁵ qui favorisent la corruption et entravent les enquêtes³⁶.

Les rapports révèlent un manque de planification alarmant dans les achats liés à la COVID-19 du pays³⁷, une surfacturation des équipements médicaux et des dispositions contractuelles opaques³⁸ dans le processus d'acquisition des hôpitaux de campagne.



Au Honduras, la transparence est primordiale pour une reprise réussie après la COVID-19 et les catastrophes naturelles.

Photo: Peg Hunter / CC BY-NC 2.0

ASIE PACIFIQUE

Avec un score moyen de 45, la région Asie-Pacifique peine à endiguer la corruption et le profond impact sanitaire et économique de la COVID-19.

31

PAYS ÉVALUÉS

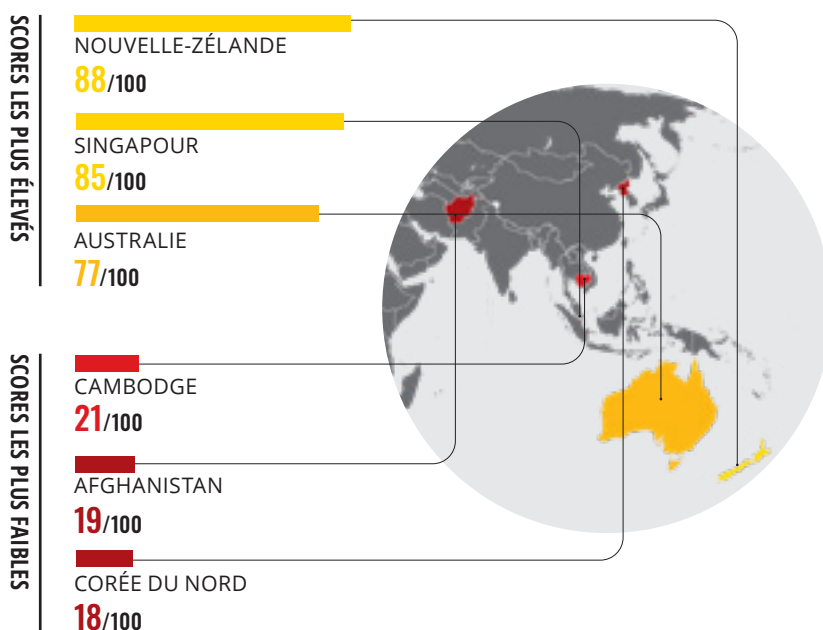
45/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Avec un score de 88, la Nouvelle-Zélande est constamment l'un des pays les plus performants sur l'IPC, tant dans la région que dans le monde. Le pays est suivi par Singapour (85), l'Australie (77) et Hong Kong (77). À l'inverse, le Cambodge (21), l'Afghanistan (19) et la Corée du Nord (18) obtiennent les scores les plus bas de la région.

Dans certains pays du Pacifique, la COVID-19 et le cyclone Harold ont révélé plusieurs fissures dans des systèmes de gouvernance déjà faibles.

Les acteurs et alliés de la société civile du Vanuatu (43), de Papouasie-Nouvelle-Guinée (27) et des îles Salomon (42) ont appelé à plus de transparence



et de responsabilité³⁹ dans la réponse à la COVID-19.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la société civile a demandé un audit des fonds d'urgence et des marchés publics⁴⁰ pour garantir un processus inclusif. Aux îles Salomon, peu de progrès ont été réalisés depuis l'adoption de la loi anticorruption de 2018 et, en 2020, les principaux acteurs gouvernementaux ont été accusés de détourner des fonds⁴¹ destinés à aider les personnes en difficulté pendant la pandémie.

En Asie, des économies clés telles que l'Inde (40), l'Indonésie (37) et le Bangladesh (26) ont connu de lents progrès dans la lutte contre la corruption, plusieurs engagements des gouvernements

en matière de réforme ne s'étant pas encore concrétisés de manière efficace.

Les Maldives (43), qui ont gagné 14 points sur l'indice depuis l'année dernière, sont sur une trajectoire positive et ont connu des avancées s'agissant de l'espace démocratique et de la suppression de plusieurs lois répressives.

Avec un score de 19, l'Afghanistan réalise une amélioration significative sur l'IPC, avec une augmentation de 11 points depuis 2012. Le pays a mis en place d'importantes réformes juridiques et institutionnelles et a récemment annoncé son intention de créer une nouvelle commission de lutte contre la corruption.

PAYS À SURVEILLER

Vanuatu

Avec un score de 43, Vanuatu ne progresse pas sur l'IPC. Très vulnérable aux conséquences des catastrophes naturelles, le pays a été le plus durement touché par le cyclone Harold au plus fort de la pandémie de COVID-19.

Depuis son indépendance en 1980, le Vanuatu a été sujet

à l'instabilité politique, avec de fréquentes motions de censure déposées contre le gouvernement⁴². L'ancien Premier ministre Charlot Salwai a été le premier à terminer un mandat complet de quatre ans en plus d'une décennie. L'instabilité politique⁴³ a contribué à un environnement où règnent la corruption, le népotisme et les détournements de fonds.

Parmi les évolutions plus positives, le pays prend des mesures

pour faire participer les citoyens à la prestation de services publics⁴⁴ dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience.

Toutefois, la mise en œuvre des cadres juridiques, politiques et anticorruption nécessaires reste un défi. Par exemple, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'une loi sur le droit à l'information⁴⁵ mettent en évidence les préoccupations relatives au respect des délais de réponse aux demandes d'information.



Au Vanuatu, une volonté politique forte est l'un des facteurs les plus importants pour lutter contre la corruption et améliorer la transparence et la responsabilité.

Photo : [ITU/R.Farrell](#) / CC BY 2.0

Myanmar

Avec un score de 28, soit une augmentation de 13 points depuis 2012, le Myanmar a considérablement amélioré son classement sur l'IPC.

Les enquêtes menées sur les hauts fonctionnaires et la mise en œuvre de réformes juridiques et institutionnelles⁴⁶ montrent que le pays a fait des progrès dans

la lutte contre la corruption et qu'il a renforcé sa détermination politique en la matière.

Un rapport récent, *Le Baromètre mondial de la corruption - Asie*⁴⁷, a révélé qu'un nombre écrasant de citoyens du Myanmar pensent que leur gouvernement fait du bon travail dans la lutte contre la corruption, et que les gens ordinaires peuvent contribuer à la lutte contre la corruption.

Toutefois, malgré ces améliorations, il existe des lacunes juridiques et structurelles qui entravent les efforts de lutte contre la corruption. En outre, l'armée continue d'agir en toute impunité⁴⁸ et le gouvernement ne fait pas grand-chose pour protéger les droits fondamentaux⁴⁹, notamment les libertés d'expression et de réunion.

La protection des droits fondamentaux au Myanmar, y compris les libertés d'expression, de réunion et d'association, est un fondement essentiel de la bonne gouvernance et de l'intégrité.



Photo : Chaton Chokpatara/Shutterstock.com

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Avec un score moyen de 36, la région Europe de l'Est et Asie centrale arrive en avant-dernière position au classement de l'IPC. Elle reste très vulnérable à la corruption, aggravée par la COVID-19.

19

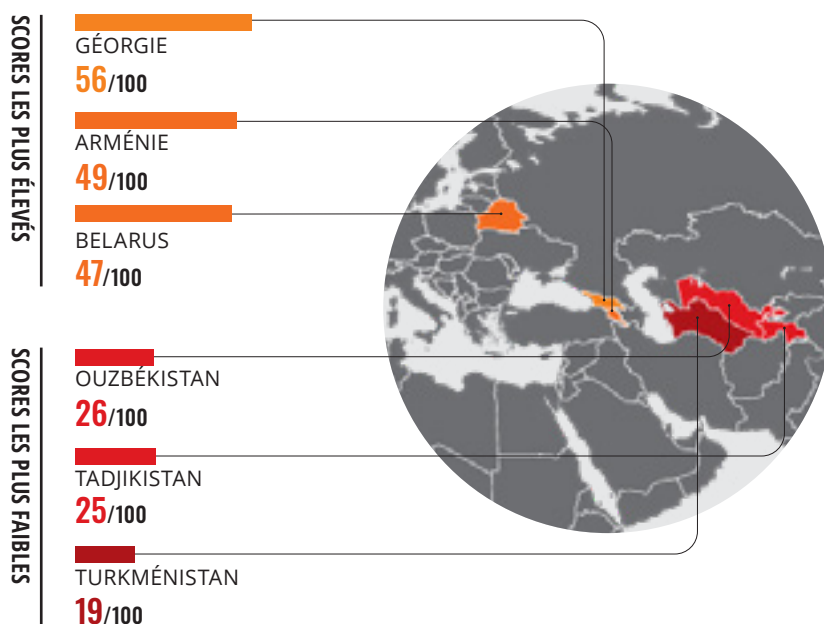
PAYS ÉVALUÉS

36/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

La Géorgie (56), l'Arménie (49) et le Belarus (47) sont en tête de la région, tandis que l'Ouzbékistan (26), le Tadjikistan (25) et le Turkménistan (19) arrivent en dernière place.

Dans toute la région, la COVID-19 a souligné les problèmes de gouvernance et les problèmes structurels actuels, a mis en évidence la corruption généralisée et a exacerbé le mécontentement social. Certains dirigeants politiques ont utilisé la crise pour accroître leur pouvoir, ajouter des restrictions à l'accès déjà limité à l'information⁵⁰, éliminer les exigences de transparence des règles relatives aux marchés publics⁵¹ et



renoncer aux mécanismes de responsabilité publique.

La COVID-19 a fourni aux dirigeants corrompus et autoritaires une excuse pour alléger les mesures de surveillance des dépenses gouvernementales et restreindre les libertés civiles. Ces efforts ont réduit la transparence des dépenses d'aide étrangère⁵², rendant difficiles le suivi des fonds et leur bonne distribution aux bénéficiaires visés⁵³. Les recherches montrent que la corruption sape les droits et les institutions démocratiques⁵⁴, tels que la liberté d'expression, l'accès à l'information et un système judiciaire indépendant, et limite la capacité des citoyens

à demander des comptes à leur gouvernement⁵⁵.

Avec un score de 31, le Kirghizistan a fait un bond de sept points depuis 2012. Cependant, la corruption généralisée et le manque de transparence et de responsabilité ont fragilisé une réponse adéquate à la COVID-19. Avec un score de 35, la Bosnie-Herzégovine est en net recul, perdant sept points depuis 2012. Pendant la pandémie, le pays a connu de nombreuses atteintes aux droits fondamentaux et du travail, ainsi que des discriminations dans la distribution de l'aide économique et des achats présumés illégaux de matériel médical⁵⁶.

PAYS À SURVEILLER

Serbie

Avec une baisse d'un point cette année, la Serbie (38) obtient son plus bas score sur l'IPC depuis 2012. Les plus grands défis du pays en matière de corruption sont les graves problèmes d'état de droit, l'érosion démocratique continue et les efforts pour faire taire les voix critiques.

En réponse à la COVID-19, la Serbie a pris plusieurs mesures controversées, notamment la suspension du Parlement⁵⁷, la mise en place de couvre-feux étendus et l'incitation à la violence contre les manifestants⁵⁸.

En outre, la police a arrêté et détenu un journaliste d'investigation⁵⁹, tandis que le gouvernement a restreint l'accès à l'information⁶⁰ sur l'acquisition

de matériel médical et a exercé des représailles contre les travailleurs de la santé⁶¹ qui ont critiqué sa réponse à la crise de santé publique.

Après des années de négligence, le système de santé du pays a été mis à l'épreuve par la COVID-19, avec des conséquences désastreuses. La corruption reste un obstacle à la spécialisation médicale et à l'avancement professionnel.



En Serbie, la corruption contribue aux défis liés à l'état de droit, à l'érosion des normes démocratiques et au musèlement des voix critiques.

Photo : AleksandarS/Shutterstock.com

Belarus

Avec un score de 47, le Belarus est un pays qui a considérablement amélioré son classement à l'IPC, avec un bond de 16 points depuis 2012. Cependant, en 2020, des protestations citoyennes hebdomadaires ont commencé à s'élever contre les résultats contestés de l'élection présidentielle, des spectateurs nationaux et internationaux tirant la sonnette d'alarme⁶² sur les

violences policières et les mauvais traitements infligés aux citoyens par la police.

La grande corruption⁶³ reste un problème au Belarus, où elle se concentre aux plus hauts niveaux du gouvernement⁶⁴. Pendant des années, le bureau du président a exercé un pouvoir autoritaire avec peu ou pas de contrôles législatifs ou judiciaires, alors que l'économie était principalement contrôlée par l'État.

En 2019, l'organe de lutte contre la corruption du Conseil de l'Europe, connu sous le nom de Groupe d'États contre la Corruption (GRECO), a publiquement déclaré⁶⁵ que le Belarus était « non conforme », faute d'avoir pris en compte la grande majorité des réformes et recommandations nécessaires en matière de lutte contre la corruption.

En 2020, des manifestations de masse et des brutalités policières ont secoué le Belarus, qui continue de lutter contre la grande corruption et la mainmise de l'État.

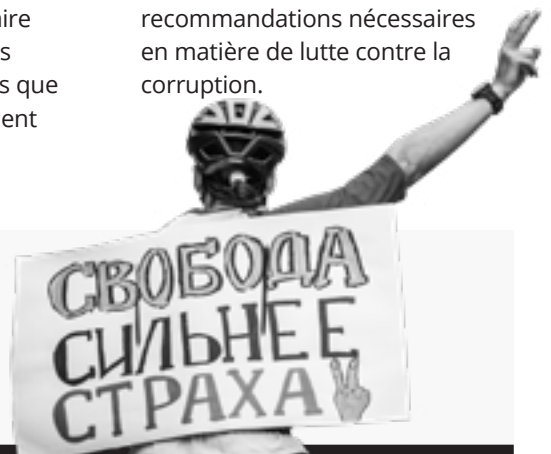


Photo : Ruslan Kalnitsky/Shutterstock.com

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Avec un score moyen de 39 pour la troisième année consécutive, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord est toujours perçue comme très corrompue, et peu de progrès ont été réalisés dans la lutte contre la corruption.

18

PAYS ÉVALUÉS

39/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Les Émirats arabes unis et le Qatar sont les pays les plus performants de la région sur l'IPC, avec des scores de 71 et 63 respectivement, tandis que la Libye (17), le Yémen (15) et la Syrie (14) sont parmi les moins performants.

Dans toute la région, des années de corruption ont laissé des pays terriblement mal préparés pour faire face à la pandémie de COVID-19. Les hôpitaux et les centres de santé n'avaient pas les ressources et l'organisation nécessaires pour répondre efficacement à la première vague de cas⁶⁶. Les hôpitaux publics étaient sous-approvisionnés et manquaient de personnel, car de nombreux prestataires

SCORES LES PLUS ÉLEVÉS

ÉMIRATS ARABES UNIS

71/100

QATAR

63/100

SCORES LES PLUS FAIBLES

LIBYE

17/100

YÉMEN

15/100

SYRIE

14/100



de soins de santé sont tombés gravement malade. La confiance dans le secteur public s'est également effondrée lorsqu'il est apparu qu'il n'existait pas de bons protocoles de gestion de crise⁶⁷ et que les administrations publiques étaient trop épuisées⁶⁸ pour se réorganiser rapidement et efficacement.

Malgré les petits progrès réalisés par la société civile au cours de la dernière décennie en vue d'élaborer des lois plus solides et plus durables pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence, la crise de la COVID-19 et les mesures d'urgence qui en ont résulté ont essentiellement annulé ces

efforts⁶⁹, ce qui a fait reculer la région de plusieurs années.

La corruption politique reste également un problème dans toute la région. En Irak (21), la corruption inhérente au système⁷⁰ prive la population de ses droits fondamentaux, notamment l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'électricité sans interruption, aux possibilités d'emploi et à une infrastructure adéquate.

À l'avenir, certains des plus grands défis de la région, en particulier lors de la reprise post-COVID-19, sont des questions de transparence et d'accès équitable aux traitements et vaccins contre la COVID-19⁷¹.

PAYS À SURVEILLER

Liban

Avec un score de 25, le Liban a sensiblement baissé sur l'IPC, perdant cinq points depuis 2012. La COVID-19 a failli paralyser le gouvernement.

Malgré les protestations massives contre la corruption et la pauvreté⁷² en octobre 2019, aucune enquête majeure n'a été

ouverte, et aucun fonctionnaire n'a été inquiété. En outre, les enquêtes sur l'explosion du port de Beyrouth en août 2020 sont en cours. Si certains hauts fonctionnaires ont été inculpés en relation avec l'explosion, la responsabilité reste limitée⁷³.

Les tribunaux manquent toujours d'indépendance⁷⁴, malgré les nouvelles lois du Parlement visant à renforcer le pouvoir judiciaire et à traiter les questions de recouvrement d'actifs. En outre, malgré l'adoption récente d'une loi visant à créer une commission

nationale de lutte contre la corruption, cet organe spécialisé n'a pas encore été mis en place⁷⁵.

Cependant, il existe des raisons d'espérer, notamment l'adoption récente par le Parlement⁷⁶ d'une loi s'attaquant aux problèmes d'argent sale ; un projet de loi très attendu pour améliorer l'accès à l'information⁷⁷, et l'adoption récente de la stratégie nationale de lutte contre la corruption⁷⁸. Ces développements offrent des opportunités pour promouvoir la lutte contre la corruption.



Au Liban, la pandémie de COVID-19 et l'explosion au port de Beyrouth représentent des défis majeurs pour les efforts de lutte contre la corruption du pays.

Photo : Hiba Al Kallas/Shutterstock.com

Maroc

Avec un score de 40, le Maroc a perdu un point sur l'IPC depuis l'année dernière. Lors de la pandémie de COVID-19, le pays a imposé un état d'urgence⁷⁹ qui a conduit à la restriction des mouvements et à la fermeture des frontières nationales.

Bien que le gouvernement ait pris des mesures exceptionnelles en réponse à l'urgence sanitaire, notamment en matière de marchés publics, ces mesures ont manqué de contrôle et ont autorisé des exemptions spéciales pour lesquelles le gouvernement n'a pas été tenu de rendre des comptes⁸⁰. Ces initiatives s'étendent à des domaines allant au-delà des soins de santé et présentent des risques

importants de mauvaise gestion des fonds et de corruption.

De nombreuses atteintes à la liberté d'expression et de la presse se sont également produites, notamment l'arrestation et l'emprisonnement de journalistes⁸¹ qui critiquent les autorités publiques, enquêtent sur des cas de corruption ou mettent en évidence un manque de transparence du gouvernement.



Au Maroc, la corruption contribue au mauvais fonctionnement du système de santé et à l'absence de réponse efficace à la pandémie de COVID-19.

Photo : posztos/Shutterstock.com

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne est la région la moins bien classée sur l'IPC, avec une moyenne de 32, avec très peu d'amélioration par rapport aux années précédentes, ce qui souligne la nécessité d'une action urgente.

49

PAYS ÉVALUÉS

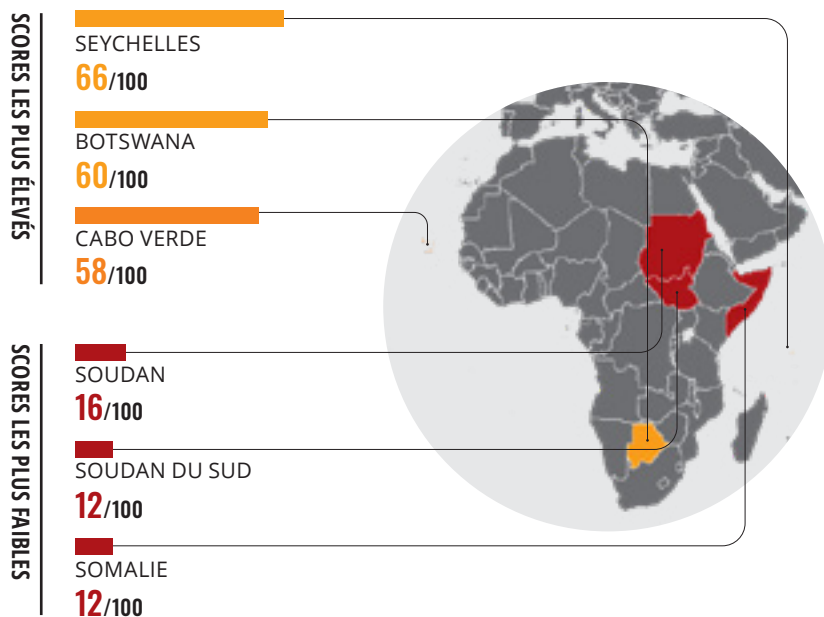
32

 /100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Avec un score de 66, les Seychelles obtiennent régulièrement les meilleures notes dans la région, suivies du Botswana (60) et du Cabo Verde (58). Au bas de l'indice, l'on trouve le Soudan (16), la Somalie (12) et le Soudan du Sud (12).

Dans toute la région, la pandémie de COVID-19 met en évidence les lacunes structurelles⁸² des systèmes nationaux de soins de santé, les risques de corruption liés aux marchés publics⁸³ et le détournement des fonds d'urgence⁸⁴. Le choc économique de la pandémie a suscité des protestations et des dissensions dans de nombreux pays, dont l'Afrique du Sud (44)⁸⁵, l'Angola⁸⁶ (27) et le Zimbabwe⁸⁷ (24), à propos de la hausse du coût



de la vie, de la corruption et de l'utilisation abusive généralisée des fonds d'urgence. En Afrique du Sud, un audit des dépenses liées à la COVID-19 a révélé des surfacturations, des fraudes et de la corruption⁸⁸. Au Nigeria (25), les organisations de la société civile ont dénoncé les rapports faisant état d'une mainmise des États sur les médicaments soignant la COVID-19⁸⁹ et ont demandé aux institutions de lutte contre la corruption d'enquêter sur ces allégations. Avec un score de 36 sur l'IPC, la Côte d'Ivoire a considérablement amélioré sa performance, gagnant neuf points depuis 2013. Cependant, la crise politique entourant la réélection du président Allasane Ouattara, qui a débouché sur des violences⁹⁰ et des atteintes aux

droits de l'homme⁹¹, risque de faire dérailler les progrès. Avec un score de 19, la République du Congo a connu une baisse significative de sept points depuis 2012. Cette performance reflète la corruption endémique et l'impunité dont jouit l'élite politique du pays⁹². La République du Congo a mis en place un cadre de lutte contre la corruption, mais sa mise en œuvre reste faible⁹³.

Pour inverser la position de la région, qui est la moins performante sur l'IPC, les gouvernements d'Afrique subsaharienne doivent prendre des mesures décisives, en particulier dans les économies déjà affaiblies par la récession économique actuelle découlant de la COVID-19.

PAYS À SURVEILLER

Malawi

Avec un score de 30, le classement du Malawi sur l'IPC est en forte baisse, perdant sept points depuis 2012.

Connu pour le « scandale du cashgate » de 2013⁹⁴, impliquant des niveaux élevés de corruption dans le secteur public et des détournements de fonds, le pays continue à être aux prises avec la corruption.

Un récent audit du gouvernement a révélé⁹⁵ une corruption du secteur public aux proportions astronomiques, avec un montant estimé à 1 milliard de dollars US qui aurait été volé par le gouvernement précédent⁹⁶.

Un nouveau gouvernement élu en juin 2020 promet un nouveau départ, avec plusieurs enquêtes sur la corruption déjà en cours,

et quelques arrestations⁹⁷ importantes effectuées en relation avec un scandale d'importation de ciment.

En outre, l'extradition d'un pasteur malawite très en vue accusé de blanchiment d'argent en Afrique du Sud⁹⁸ pourrait être un autre test de l'engagement du pays dans la lutte contre la corruption.



Le Malawi a la possibilité de renforcer la bonne gouvernance et de promouvoir les efforts de lutte contre la corruption afin d'inverser les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie.

Photo : [MsTingak](#) / CC BY-SA 3.0

Zambie

Avec un score de 33, la Zambie est en forte baisse sur l'IPC, avec une chute de cinq points depuis 2013.

La corruption est endémique en Zambie et affecte l'accès de la

population aux services publics essentiels. Selon notre rapport de 2019⁹⁹, près d'un citoyen zambien sur cinq a payé des pots-de-vin¹⁰⁰ pour recevoir des services tels que des soins de santé ou une éducation.

Les niveaux croissants de corruption peuvent être attribués à un système national de marchés publics inefficace¹⁰¹, fonctionnant dans un contexte d'augmentation de la dette extérieure et de niveaux élevés de pauvreté.

Un engagement plus fort en faveur des réformes des marchés publics et des espaces civiques ouverts favorisera une plus grande transparence et une plus grande responsabilité¹⁰², mais les prochaines élections générales détermineront en fin de compte si la corruption sera une priorité dans les années à venir.



En Zambie, l'engagement en faveur des réformes des marchés publics favorisera une plus grande transparence et une plus grande responsabilité.

Photo : Boris Mayer / Shutterstock.com

EUROPE DE L'OUEST ET UNION EUROPÉENNE

Avec un score moyen de 66, l'Europe de l'Ouest et l'Union européenne (UE) est la région la plus performante sur l'IPC, mais elle est soumise à une énorme pression en raison de la COVID-19.

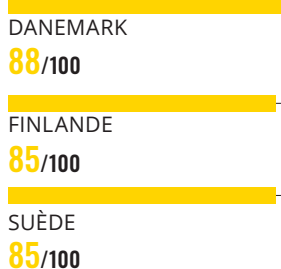
31

PAYS ÉVALUÉS

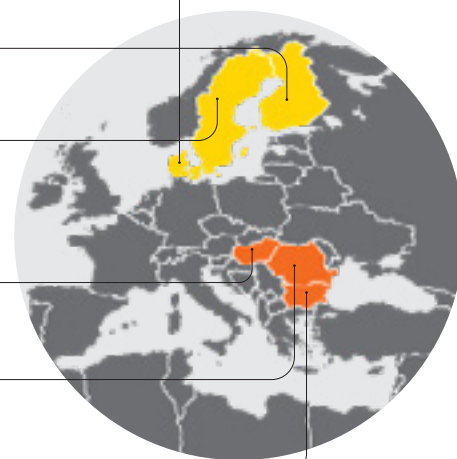
66/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

SCORES LES PLUS ÉLEVÉS



SCORES LES PLUS FAIBLES



L'Europe occidentale et l'UE se classent parmi les pays les plus performants de l'IPC, le Danemark (88) occupant la première place, suivi de la Finlande (85), de la Suède (85) et de la Suisse (85). À l'inverse, les pays les moins performants de la région sont la Roumanie (44), la Hongrie (44) et la Bulgarie (44).

Dans toute la région, la pandémie de COVID-19 a exercé une pression supplémentaire et inattendue sur les systèmes d'intégrité de nombreux pays, faisant d'elle « une crise politique qui menace l'avenir de la démocratie libérale »¹⁰³. La pandémie a testé les limites de la réponse d'urgence de l'Europe

et, dans de nombreux cas, les pays n'ont pas été en mesure d'assurer une transparence et une responsabilité totales. En Norvège (84), le gouvernement a déclaré un état d'urgence contraire aux règles constitutionnelles¹⁰⁴.

Suite aux états d'urgence constitutionnels en France (69), en Hongrie (44), en Italie (53) et en Espagne (62), Democracy Reporting International a interpellé les gouvernements concernant ces restrictions importantes des droits fondamentaux¹⁰⁵. En outre, en raison de la COVID-19, les élections ont été retardées dans au moins 11 pays de l'UE¹⁰⁶.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence de graves problèmes liés à l'état de droit dans toute la région, la corruption affaiblissant encore davantage les démocraties¹⁰⁷.

Bien qu'un ambitieux plan de relance de l'UE puisse contribuer¹⁰⁸ à la réponse des États membres à la COVID-19, une telle initiative est assortie de nombreux processus de passation de marchés importants, soumis à des délais stricts et vulnérables à d'éventuels problèmes de corruption et d'intégrité.

PAYS À SURVEILLER

Malte

Avec un score de 53, Malte est en forte baisse sur l'IPC, perdant sept points depuis 2015 et atteignant son score historiquement le plus bas.

Selon un rapport de l'UE¹⁰⁹ sur l'état de droit à Malte, « de profonds schémas de corruption



Photo : Thomas Ellmenreich / Unsplash

ont été dévoilés et ont suscité une forte demande de la part du public pour un renforcement significatif de la capacité à lutter contre la corruption et des réformes plus larges de l'état de droit ».

En 2019, une enquête publique¹¹⁰ sur l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia a mis en lumière la corruption de haut niveau et a conduit à la démission du Premier ministre Joseph Muscat.

L'ancien chef de cabinet du Premier ministre a été arrêté

en septembre 2020¹¹¹ pour un prétendu système de pots-de-vin visant à aider trois Russes à obtenir des passeports maltais dans le cadre du programme controversé des passeports dorés¹¹² en 2015.

En outre, un rapport de la Banque centrale européenne a constaté des défaillances majeures dans la plus grande banque¹¹³ de Malte, ce qui pourrait permettre le blanchiment d'argent et d'autres activités criminelles.

Malte est confrontée à d'importants problèmes de corruption et connaît l'un des plus grands reculs de l'état de droit.

Pologne

Avec un score de 56, la Pologne enregistre une baisse significative de son classement sur l'IPC, soit une chute de sept points depuis 2015.

Le parti au pouvoir a systématiquement encouragé des réformes qui affaiblissent l'indépendance du pouvoir



judiciaire¹¹⁴. L'érosion constante de l'état de droit et du contrôle démocratique a créé les conditions nécessaires au développement de la corruption aux plus hauts niveaux de pouvoir.

Lors de la pandémie de COVID-19, le législateur national a modifié et abrogé des centaines de lois, utilisant la crise comme prétexte pour faire passer des lois dangereuses¹¹⁵. Le Parlement a également limité l'accès à l'information pour les citoyens et les journalistes¹¹⁶ et a autorisé des dépenses publiques opaques liées à la COVID-19¹¹⁷. La tentative de garantir l'impunité¹¹⁸

des fonctionnaires qui ont enfreint la loi dans le cadre de la pandémie de COVID-19, et la répression policière sévère des manifestants pacifiques pour les droits des femmes¹¹⁹ ont accru les tensions dans le pays et révélé les intentions du parti au pouvoir de consolider davantage son emprise, malgré le mécontentement croissant de la population.

Avec leur récent refus¹²⁰ de faire de l'état de droit une condition d'octroi des fonds européens¹²¹, les dirigeants politiques polonais ont mis en péril la démocratie et les réformes anticorruption.

En Pologne, les dirigeants exploitent la crise liée à la COVID-19 à des fins politiques, sapant ainsi la démocratie, les droits de l'homme et les efforts de lutte contre la corruption.

Photo : Lena Ivanova / Shutterstock.com

MÉTHODOLOGIE

L'Indice de perception de la corruption (IPC) regroupe des données provenant de différentes sources qui rendent compte des perceptions par les chefs d'entreprise et les experts nationaux du niveau de corruption présent dans le secteur public. Le calcul de l'IPC suit les étapes suivantes :

1. Sélectionner les sources de données. Chaque source de données retenue pour constituer l'IPC doit remplir les critères suivants pour être considérée comme étant une source valide :

- + Quantifier les risques ou les perceptions de la corruption dans le secteur public
- + Reposer sur une méthodologie fiable et valide
- + Être effectuée par une institution crédible
- + Prévoir une variation suffisante des notes pour faire une distinction entre les pays
- + Attribuer des notes à un nombre important de pays

- + La note est donnée par des experts nationaux ou des chefs d'entreprise
- + L'évaluation est fréquemment répétée.

L'IPC 2020 est calculé à l'aide de 13 sources de données différentes provenant de 12 institutions distinctes, qui reflètent les perceptions de la corruption relevées au cours des deux dernières années.

2. Standardiser les sources de données sur une échelle de 0 à 100. Cette standardisation se fait en soustrayant la moyenne de chaque source dans l'année de référence de chaque note de pays, puis en divisant par l'écart type de cette source dans l'année de référence. Cette opération de soustraction et de division utilisant les paramètres de l'année de référence garantit que les notes de l'IPC sont comparables d'une année sur l'autre depuis 2012. Après cela, les notes standardisées sont converties à l'échelle de l'IPC en multipliant par la valeur de l'écart type de l'IPC en 2012 (20) et en ajoutant la moyenne

de l'IPC en 2012 (45), de sorte que l'ensemble de données corresponde à l'échelle 0 à 100 de l'IPC.

3. Calculer la moyenne. Pour qu'un pays ou un territoire soit inclus dans l'IPC, un minimum de trois sources doivent évaluer ce pays. La note d'un pays couvert dans l'IPC est ensuite calculée comme la moyenne de toutes les notes standardisées disponibles pour ce pays. Les notes sont arrondies à des nombres entiers.

4. Signaler une mesure d'incertitude. L'IPC s'accompagne d'une erreur-type et d'un intervalle de confiance. Ceux-ci saisissent la variation des notes des sources de données disponibles pour ce pays/territoire.

NOTES DE FIN

- 1 John Hopkins University of Medicine, *Coronavirus Resources Centre Global Map of COVID-19 Cases*, www.coronavirus.jhu.edu/map.html
- 2 « Citizens report COVID-19 corruption », *Transparency International*, septembre 2020, www.transparency.org/en/citizens-report-covid-19-corruption
- 3 D. C. Cuadrado, *The Ignored Pandemic Behind COVID-19* (Londres: Transparency International – Health, 2020) <http://ti-health.org/wp-content/uploads/2020/12/The-Ignored-Pandemic-Behind-COVID-19-the-impact-of-corruption-on-healthcare.pdf>
- 4 « Corruption and the Coronavirus », *Transparency International*, 18 mars 2020, www.transparency.org/en/news/corruption-and-the-coronavirus
- 5 Transparency International, *Global Corruption Barometer*, www.transparency.org/en/gcb.
- 6 M. Chêne et al., *Getting Ahead of the Curve: Exploring Post-COVID-19 Trends and their Impact on Anti-Corruption, Governance and Development* (Berlin: Transparency International, 2020), www.transparency.org/en/publications/getting-ahead-of-the-curve-exploring-post-covid-19-trends-and-their-impact-on-anti-corruption-governance-and-development%20
- 7 D.C. Cuadrado, 2020
- 8 « Tackling the crisis of democracy, promoting rule of law and fighting corruption », *Transparency International*, 29 janvier 2019, www.transparency.org/en/news/tackling-crisis-of-democracy-promoting-rule-of-law-and-fighting-corruption.
- 9 « Medical exodus leaves Romania, Bulgaria in pain », *Deutsche Welle*. 2 juillet 2018, www.dw.com/en/medical-exodus-leaves-romania-bulgaria-in-pain/a-44487178.
- 10 « Uruguay wages successful fight against COVID-19 », *Deutsche Welle*, 22 août 2020, www.dw.com/en/uruguay-wages-successful-fight-against-covid-19/a-54659839
- 11 « A case for building a stronger health care system in Bangladesh », *World Bank Blogs*, 26 juillet 2020, www.blogs.worldbank.org/endpovertyinsouthasia/case-building-stronger-health-care-system-bangladesh
- 12 « Corruption mars Bangladesh's Covid-19 relief efforts », *UCA News*, 13 avril 2020, <https://www.ucanews.com/news/corruption-mars-bangladeshs-covid-19-relief-efforts/87700>
- 13 Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale
- 14 « Pandemic Violations of Democratic Standards Index », *Varieties of Democracy (V-DEM) 2020*, <https://www.v-dem.net/en/our-work/research-projects/pandemic-backsliding/>
- 15 « Trump administration is blocking COVID stimulus oversight: government watchdog letter » *Reuters*, 15 juin 2020, www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-usa-stimulus-trump-administration-is-blocking-covid-stimulus-oversight-government-watchdog-letter-idUSKBN23M2XD
- 16 « Philippines: curfew violators abused », *Human Rights Watch*, 26 mars 2020, www.hrw.org/news/2020/03/26/philippines-curfew-violators-abused.
- 17 « Press freedom further restricted amid COVID-19 pandemic », *Philippine Centre for Investigative Journalism*, 4 mai 2020, www.pcij.org/article/4009/state-of-media-freedom-in-ph-2
- 18 « New Zealand's COVID-19 strategy looks successful, but we must safeguard democracy », *The Guardian*, 15 avril 2020, www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/16/new-zealands-fight-against-covid-19-looks-successful-but-democracy-is-under-threat
- 19 « Anti-corruption response to COVID-19 must include women », *UN Women: Americas and the Caribbean*, 10

- juin 2020, www.lac.unwomen.org/en/noticias-y-eventos/articulos/2020/06/respuesta-anticorrupcion-a-la-covid-debe-ser-transparente
- 20 Ministerio de Gobernación, *Compilación de Decretos de Emergencia por COVID-19*, (El Salvador: Ministerio de Gobernación, 2020).
- 21 « Pronunciamiento de organizaciones de la sociedad civil sobre acciones impulsadas en la emergencia del COVID-19 », *Acción Ciudadana*, 11 mai 2020, www.accion-ciudadana.org/comunicados-pronunciamiento-de-organizaciones-de-la-sociedad-civil-sobre-acciones-impulsadas-en-la-emergencia-del-covid-19/
- 22 « Alarm over concentration of power in the Presidency in Colombia », *Transparency International*, 3 septembre 2020, www.transparency.org/en/press/alarm-over-concentration-of-power-in-the-presidency-in-colombia
- 23 FUNDE, *Ataques a la Prensa Independiente y a la Sociedad Civil*, www.repo.funde.org/1704/1/CC-C-AT-AUT-20-10-20.pdf
- 24 « La oscura mina de oro en la que se convirtió la compra de equipos por la pandemia en Latinoamérica », *France 24*, 8 mai 2020, www.france24.com/es/20200508-corrupcion-insumos-m%C3%A9dicos-covid19-pandemia
- 25 « The UN warns that the covid-19 could leave 45 million new poor in Latin America and the Caribbean », *CNN Español*, 10 juillet 2020, www.cnn.espanol.cnn.com/2020/07/10/la-onu-advierte-que-el-covid-19-podria-dejar-45-millones-nuevos-pobres-en-america-latina-y-el-caribe/
- 26 « What is Peru's president doing to fight corruption? », *Latin America Reports*, 30 juillet 2019, <https://latinamericareports.com/vizcarra-fight-corruption-peru/2823/>
- 27 « Proética: ley de financiamiento de partidos es un avance respecto a legislación vigente », *Agencia Peruana de Noticias*, 20 septembre 2020, www.andina.pe/agencia/noticia-proetica-ley-financiamiento-partidos-es-un-avance-respecto-a-legislacion-vigente-814516.aspx
- 28 « Destitución de Vizcarra: Perú y la crisis permanente », *Deutsche Welle*, 11 novembre 2020, www.dw.com/es/destituci%C3%B3n-de-vizcarra-per%C3%BA-y-la-crisis-permanente/a-55568245
- 29 « 8 former presidents of Peru singled out for corruption », *Expansión*, 15 novembre 2020, www.expansion.mx/mundo/2020/11/15/8-ex-presidentes-peru-acusados-corrupcion
- 30 « Fight against corruption, citizens' rights must be protected during political crisis in Peru », *Transparency International*, 13 novembre 2020, www.transparency.org/en/press/fight-against-corruption-citizens-rights-must-be-protected-during-political-crisis-in-peru
- 31 « Corruption, weak institutions and natural disasters: is there hope for Honduras to rebuild? », *Univision*, 16 décembre 2020, www.univision.com/univision-news/opinion/corruption-weak-institutions-natural-disasters-can-honduras-rebuild
- 32 Banque mondiale, « Honduras » in *Climate Change Knowledge Portal*, www.climateknowledgeportal.worldbank.org/country/honduras
- 33 « Honduras' opposition needs to learn from its mistakes », *Global Americans*, 4 juin 2020, www.theglobalamericans.org/2020/06/honduras-opposition-needs-to-learn-from-its-mistakes/
- 34 « Statement on the end of MACCIH's mandate in Honduras », *Transparency International*, 21 janvier 2020, www.transparency.org/en/press/statement-on-the-end-of-macchihs-mandate-in-honduras
- 35 « Honduras' New Criminal Code Will Help Impunity Prosper », *InSight Crime*, 29 juin 2020, www.insightcrime.org/news/analysis/honduras-new-criminal-code/
- 36 « Las maniobras de corrupción en Honduras- Parte II- Nuevo Código Penal », *El Pulso*, 27 juin 2020, <https://elpulso.hn/?p=45155>
- 37 « Lack of planning in Honduras COVID-19 purchases risks millions in public funds », *Transparency International*, 9 juillet 2020, www.transparency.org/en/blog/lack-of-planning-in-honduras-covid-19-purchases-risks-millions-in-public-funds
- 38 « Mr. HispanoPreneur™: The Man Behind Honduras' \$47-Million Coronavirus Disaster », *Organized Crime and Corruption Reporting Project*, 16 octobre 2020, www.occrp.org/en/coronavirus/mr-hispanopreneurtm-the-man-behind-honduras-47-million-dollar-coronavirus-disaster
- 39 « Five ways the Pacific can recover with integrity in 2021 », *Transparency International*, 9 décembre 2020, www.transparency.org/en/blog/five-ways-the-pacific-region-can-recover-with-integrity-in-2021
- 40 « Past scandals haunt Papua New Guinea's coronavirus response », *Transparency International*, 29 mai 2020, www.transparency.org/en/blog/past-scandals-haunt-papua-new-guineas-coronavirus-response
- 41 « Transparency Solomons calls on govt to audit economic stimulus funds », *Radio New Zealand*, 7 novembre 2020, <https://www.rnz.co.nz/international/pacific-news/430071/transparency-solomons-calls-on-govt-to-audit-economic-stimulus-funds>
- 42 Freedom House, « Vanuatu » in *Freedom in the World 2019*, www.freedomhouse.org/country/vanuatu/freedom-world/2019

- 43 « Vanuatu Parliament dissolves ahead of election », *Radio New Zealand*, 22 janvier 2020, www.rnz.co.nz/international/pacific-news/407852/vanuatu-parliament-dissolves-ahead-of-election
- 44 Gouvernement du Vanuatu, « Republic of Vanuatu » in *Voluntary national review on the implementation of the 2030 agenda for sustainable development*, https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23336Republic_of_Vanuatu_VNR_2019.pdf
- 45 Freedom House, « Vanuatu » in *Freedom in the World 2019*, www.freedomhouse.org/country/vanuatu/freedom-world/2019
- 46 M. Bak, *Overview of corruption and anti-corruption in Myanmar* (Berlin: Transparency International, 2019), <https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-myanmar-1>
- 47 « Global Corruption Barometer — Asia », *Transparency International*, novembre 2020, www.transparency.org/en/gcb/asia/asia-2020
- 48 J. Schoeberlein, *Corruption in ASEAN: Regional Trends from the 2020 Global Corruption Barometer and Country Spotlights* (Berlin: Transparency International, 2020), <https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/corruption-in-asean-regional-trends-from-the-2020-global-corruption-barometer-and-country-spotlights>
- 49 J. Schoeberlein, 2020
- 50 « Eastern Europe and Central Asia: Governments must stop abusing emergency powers during COVID-19 pandemic », *Amnesty International UK*, 29 avril 2020, www.amnesty.org.uk/press-releases/eastern-europe-and-central-asia-governments-must-stop-abusing-emergency-powers
- 51 « Finding collaborative solutions in a crisis: How Covid-19 brought procurement actors in Eastern Europe and Central Asia together », *Open Contracting Partnership*, 16 juin 2020, www.open-contracting.org/2020/06/16/finding-collaborative-solutions-in-a-crisis-how-covid-19-brought-procurement-actors-in-eastern-europe-and-central-asia-together/
- 52 Tracking the trillions: 6-month checkup on IMF's COVID-19 emergency aid », *Transparency International*, 28 septembre 2020, www.transparency.org/en/blog/tracking-the-trillions-6-month-checkup-on-imfs-covid-19-emergency-aid
- 53 Transparency International, *COVID-19: Documented Corruption and Malfeasance Cases* (Berlin: Transparency International, 2020), images.transparencycdn.org/images/COVID-19-Documented-corruption-and-malfeasance-cases.pdf
- 54 « Tackling the crisis of democracy, promoting rule of law and fighting corruption », *Transparency International*, 29 janvier 2019, www.transparency.org/en/news/tackling-crisis-of-democracy-promoting-rule-of-law-and-fighting-corruption
- 55 « Digging deeper into corruption, violence against journalists and active civil society », *Transparency International*, 21 février 2018, www.transparency.org/en/news/digging-deeper-into-corruption-violence-against-journalists
- 56 « TI BiH filed criminal charges against the Public Health Institute of the Republic of Srpska », *Transparency International Bosnia and Herzegovina*, 30 mai 2020, <https://ti-bih.org/tibih-podnio-krivicnu-prijavu-zbog-nabavki-instituta-za-javno-zdravstvo-rs/?lang=en>
- 57 « Gojković: Sednica Skupštine nije moguća zbog zabrane skupova više od 50 ljudi », *N1*, 23 mars 2020, <https://rs.n1info.com/vesti/a581068-gojkovic-sednica-skupstine-nije-moguca-zbog-zabrane-skupova-vise-od-50-ljudi/>
- 58 « Serbia, North Macedonia Impose Harsh Weekend Curfews », *Balkan Insight*, 10 avril 2020, <https://balkaninsight.com/2020/04/10/serbia-north-macedonia-impose-harsh-weekend-curfews/>
- 59 « Serbia: Journalist Ana Lalic arrested for reporting on inadequate hospital facilities for coronavirus », *Article 19*, 2 avril 2020, www.article19.org/resources/serbia-journalist-ana-lalic-arrested-for-reporting-on-inadequate-hospital-facilities-for-coronavirus/
- 60 « Government says only Crisis Staff can issue information about coronavirus », *N1*, 1 avril 2020, <https://rs.n1info.com/english/news/a584240-serbian-government-says-only-its-crisis-staff-can-issue-information-about-coronavirus-pandemic/>
- 61 « For Criticising Serbia's COVID-19 Response, Doctors Come under Fire », *Balkan Insight*, 14 octobre 2020, <https://balkaninsight.com/2020/10/14/for-criticising-serbias-covid-19-response-doctors-come-under-fire/>
- 62 W. Benedek, *OSCE Rapporteur's Report under the Moscow Mechanism on Alleged Human Rights Violations related to the Presidential Elections of 9 August 2020 in Belarus* (Varsovie : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, 2020), <https://www.osce.org/files/f/documents/2/b/469539.pdf>
- 63 « Grand corruption », *Transparency International*, www.transparency.org/en/corruptionary/grand-corruption
- 64 M. Bak, *Overview of corruption and anticorruption in Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Moldova and Ukraine* (Berlin: Transparency International, 2020), <https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-armenia-azerbaijan-belarus-georgia-moldova-and-ukraine>

- 65 « GRECO publicly declares Belarus non-compliant with the CoE anti-corruption standards », *Groupe d'États contre la corruption - Conseil de l'Europe*, 19 mars 2019, www.coe.int/en/web/portal/-/council-of-europe-s-anti-corruption-body-greco-publicly-declares-the-country-non-compliant-with-the-coe-anti-corruption-standards
- 66 Organisation pour la coopération et le développement économiques, *COVID-19 crisis response in MENA countries* (OCDE, 2020), https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries
- 67 Organisation pour la coopération et le développement économiques, 2020
- 68 Organisation pour la coopération et le développement économiques, 2020
- 69 Organisation pour la coopération et le développement économiques, 2020
- 70 « The Price of Corruption in Iraq: Kadhimis Faces the Challenge of Systemic Reform », *The Washington Institute*, 10 novembre 2020, www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/price-corruption-iraq-kadhimis-faces-challenge-systemic-reform
- 71 Human Rights Watch, « *Whoever Finds the Vaccine Must Share It* »: *Strengthening Human Rights and Transparency Around Covid-19 Vaccines* (HRW, 2020), www.hrw.org/report/2020/10/29/whoever-finds-vaccine-must-share-it/strengthening-human-rights-and-transparency
- 72 « Lebanon's mass revolt against corruption and poverty continues », *The Guardian*, 20 octobre 2019, www.theguardian.com/world/2019/oct/20/lebanons-mass-revolt-against-corruption-and-poverty-continues
- 73 « Lebanon's caretaker PM and ex-ministers charged over Beirut blast », *The Guardian*, 10 décembre 2020, www.theguardian.com/world/2020/dec/10/lebanons-caretaker-prime-minister-and-ex-ministers-charged-over-beirut-blast
- 74 « Lebanon: the ICJ calls for extensive reforms to strengthen judicial independence and accountability », *International Commission of Jurists*, 28 février 2017, www.icj.org/lebanon-the-icj-calls-for-extensive-reforms-to-strengthen-judicial-independence-and-accountability/
- 75 « New laws, same old practices? Lebanon passes anti-corruption laws, but questions persist over their efficacy », *The Tahrir Institute for Middle East Policy*, 7 janvier 2020, <https://timep.org/explainers/new-laws-same-old-practices-lebanon-passes-anti-corruption-laws-but-questions-persist-over-their-efficacy/>
- 76 « Lebanon's New Law on Illicit Enrichment: A Step Forward in Fighting Corruption? », *The Tahrir Institute for Middle East Policy*, 11 mars 2020, <https://timep.org/commentary/analysis/lebanons-new-law-on-illicit-enrichment-a-step-forward-in-fighting-corruption/>
- 77 Programme des Nations Unies pour le développement et République du Liban, *National Action Plan to Implement the Right to Access to Information Law* (2020), https://www.lb.undp.org/content/lebanon/en/home/library/democratic_governance/national-action-plan-to-implement-the-right-to-access-to-informa.html
- 78 République du Liban, *The national anti-corruption strategy 2020-2025* (2020), www.undp-aci.org/resources/National%20Anti-Corruption%20Strategy%20English.pdf
- 79 « Morocco: Stepping Up to the COVID-19 Pandemic Outbreak », *Banque mondiale*, 16 juin 2020, www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/16/morocco-stepping-up-to-the-covid-19-pandemic-outbreak
- 80 E. Jrad, *The Fight Against Covid-19 in Morocco, Algeria and Tunisia: Courses of Action, Paths for Reflection* (Berlin: Konrad Adenauer Stiftung, 2020), www.kas.de/documents/282499/282548/Covid19+Response+in+the+Maghreb+-+Eya+Jrad.pdf/122aaa7e-0608-ad15-abc7-4f09cfff689e?version=1.0&t=1600704327172
- 81 « Journalist Omar Radi arrested, charged in Morocco », *Committee to Protect Journalists*, 29 juillet 2020, <https://cpj.org/2020/07/journalist-omar-radi-arrested-charged-in-morocco/>
- 82 « African nations 'far from ready' for COVID-19 vaccination drive, says UN health agency », *UN News*, 27 novembre 2020, <https://news.un.org/en/story/2020/11/1078642>
- 83 « Corruption risks in Southern Africa's response to the coronavirus », *Transparency International*, 13 mai 2020, www.transparency.org/en/news/corruption-risks-in-africas-response-to-the-coronavirus
- 84 Transparency International, *COVID-19: Documented Corruption and Malfeasance Cases* (Berlin: Transparency International, 2020), images.transparencycdn.org/images/COVID-19-Documented-corruption-and-malfeasance-cases.pdf
- 85 « South African Unions Strike to Protest Graft, Job Losses », *Bloomberg*, 7 octobre 2020, www.bloomberg.com/news/articles/2020-10-07/south-african-unions-down-tools-in-protest-at-graft-job-losses
- 86 « Angola: Protest in Luanda against corruption », *Africa News*, 26 octobre 2020, www.africanews.com/2020/10/26/angola-protest-in-luanda-against-corruption/
- 87 « Zimbabwean government lashes out at anti-corruption protesters with an iron fist », *Daily Maverick*, 2 août 2020, www.dailymaverick.co.za/article/2020-08-02-zimbabwean-government-lashes-out-at-anti-corruption-protesters-with-an-iron-fist/

- 88 « In South Africa, COVID-19 has exposed greed and spurred long-needed action against corruption », *Transparency International*, 4 septembre 2020, www.transparency.org/en/blog/in-south-africa-covid-19-has-exposed-greed-and-spurred-long-needed-action-against-corruption
- 89 « Investigate hoarding of COVID-19 palliatives by states, SERAP urges ICPC », *Healthwise*, 25 octobre 2020, <https://healthwise.punchng.com/investigate-hoarding-of-covid-19-palliatives-by-states-serap-urges-icpc/>
- 90 « Ivory Coast election: Alassane Ouattara wins amid boycott », *BBC News*, 3 novembre 2020, www.bbc.com/news/world-africa-54778200
- 91 « His rivals have been arrested or exiled, but Ivorian President insists: 'They're not democrats' », *CNN*, 15 décembre 2020, <https://edition.cnn.com/2020/12/14/africa/ivory-coast-president-ouattara-intl/index.html>
- 92 « The Cycle of Kleptocracy: a Congolese State Affair Part III », *Global Witness*, 9 juillet 2020, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/oil-gas-and-mining/congolese-kleptocracy/>
- 93 Risk and Compliance Portal, « Republic of the Congo » in *Country Profile* (GAN Integrity, 2020), <https://www.ganintegrity.com/portal/country-profiles/republic-of-the-congo/>
- 94 « 'Cashgate' - Malawi's murky tale of shooting and corruption », *BBC News*, 27 janvier 2014, www.bbc.com/news/world-africa-25912652
- 95 « 'Cashgate' - Malawi's murky tale of shooting and corruption », *BBC News*, 27 janvier 2014, www.bbc.com/news/world-africa-25912652
- 96 « Malawi President Vows to Close in on Corrupt Officials », *Voice of America*, 26 juillet 2020, www.voanews.com/africa/malawi-president-vows-close-corrupt-officials
- 97 « Malawi's new gov't cracks down on corruption », *Anadolu Agency*, 14 juillet 2020, www.aa.com.tr/en/africa/malawis-new-govt-cracks-down-on-corruption/1910008
- 98 « Malawi signs extradition papers for self-proclaimed prophet », *Al Jazeera*, 15 décembre 2020, www.aljazeera.com/news/2020/12/15/malawi-signs-extradition-papers-for-self-proclaimed-prophet
- 99 « Global Corruption Barometer - Africa », *Transparency International*, juillet 2019, www.transparency.org/en/publications/gcb-africa-2019
- 100 Zambia in « Global Corruption Barometer - Africa », *Transparency International*, juillet 2019, www.transparency.org/en/gcb/africa/africa-2019/results/zmb
- 101 « Assessment of the Public Procurement System of Zambia », *World Bank Blogs*, 12 mars 2020, <http://pubdocs.worldbank.org/en/155311584023270547/MAPS-ZAMBIA-FINAL.pdf>
- 102 « Improving Public Procurement in Zambia and How to Get there with MAPS », *World Bank Blogs*, 12 mars 2020, <https://blogs.worldbank.org/governance/improving-public-procurement-zambia-and-how-get-there-maps>
- 103 « A Call to Defend Democracy », *International Institute for Democracy and Electoral Assistance*, 25 juin 2020, www.idea.int/news-media/multimedia-reports/call-defend-democracy
- 104 « Fighting the Virus and the Rule of Law – A Country Report on Norway », *Verfassungsblog*, 13 avril 2020, <https://verfassungsblog.de/fighting-the-virus-and-the-rule-of-law-a-country-report-on-norway/>
- 105 T. Fournier et M. Meyer-Resende, *Phase two of COVID-19 responses across the EU – the rule of law stress test continued* (Berlin: Democracy Reporting International, 2020), https://democracy-reporting.org/wp-content/uploads/2020/07/Rule-of-Law-Stress-Test-Continued-Layout_JJ_JP.pdf
- 106 « Global Impact of COVID-19 on Elections », *Election Guide*, 23 novembre 2020, www.electionguide.org/digest/post/17591/
- 107 « Tackling the crisis of democracy, promoting rule of law and fighting corruption », *Transparency International*, 29 janvier 2019, www.transparency.org/en/news/tackling-crisis-of-democracy-promoting-rule-of-law-and-fighting-corruption
- 108 Commission européenne, *Plan de relance pour l'Europe* (Bruxelles : Commission européenne, 2020), https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_en#documents
- 109 EUnion européenne, *Rapport 2020 sur l'état de droit, Chapitre consacré à la situation de l'état de droit à Malte* (Bruxelles : Union européenne, 2020), <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1602583018021&uri=CELEX%3A52020SC0317>
- 110 Daphne Caruana Galizia Foundation, *Public inquiry*, www.daphne.foundation/en/justice/public-inquiry
- 111 « Ex-chief of staff to former Maltese PM arrested in corruption probe », *Politico EU*, 22 septembre 2020, www.politico.eu/article/malta-keith-schembri-arrested-panama-papers-scandal-daphne-caruana-galizia-murder/
- 112 « Golden passports: infringement procedures against Cyprus and Malta the right move », *Transparency International*, 20 octobre 2020, www.transparency.org/en/press/golden-passports-infringement-procedures-against-cyprus-and-malta-the-right-move

- 113 « Exclusive: ECB flags failings in dirty-money screening at Malta's top bank », *Reuters*, 20 novembre 2019, www.reuters.com/article/us-malta-bank-of-valletta-ecb-exclusive-idUSKBN1XU28A
- 114 « Polish judiciary changes are a 'destruction': EU commissioner », *Reuters*, 8 février 2020, www.reuters.com/article/us-poland-eu-judges-idUSKBN2020H3
- 115 « Poland's anti-abortion push highlights pandemic risks to democracy », *The Conversation*, 25 novembre 2020, <https://theconversation.com/polands-anti-abortion-push-highlights-pandemic-risks-to-democracy-150520>
- 116 « Poland's government blocks access to public information: daily », *Warsaw Business Journal*, 16 avril 2020, <https://wbj.pl/polands-government-blocks-access-to-public-information-daily/post/126760>
- 117 M. Kania, *Public procurement and COVID-19 in Poland* (Katowice: University of Silesia in Katowice, 2020), <https://publicprocurementinternational.com/wp-content/uploads/2020/04/Public-Procurement-and-COVID-19-in-Poland.-Michal-Kania.-31-mars-2020.docx>
- 118 « Condemnation of proposed impunity for politicians and officials in Poland », *Transparency International*, 29 septembre 2020, www.transparency.org/en/press/condemnation-of-proposed-impunity-for-politicians-and-officials-in-poland
- 119 « Police using 'excessive violence' against peaceful protesters in Poland amid abortion row », *Euro News*, 25 novembre 2020, www.euronews.com/2020/11/24/police-using-excessive-violence-against-peaceful-protesters-in-poland
- 120 Hungary and Poland escalate budget fight over rule of law », *Politico EU*, 26 novembre 2020, [www.politico.eu/article/poland-hungary-budget-democracy-rule-law-orban-morawiecki-merkel/](http://www.politico.eu/article/poland-hungary-budget-fight-over-rule-of-law)
- 121 « Le Parlement approuve la "conditionnalité liée à l'État de droit" pour l'accès aux fonds de l'UE », *Parlement européen*, 16 décembre 2020, www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20201211IPR93622/parliament-approves-the-rule-of-law-conditionality-for-access-to-eu-funds

ENSEMBLE, CHANGEONS LES CHOSSES

PARTICIPEZ

Utilisez les réseaux sociaux pour nous suivre, donner votre avis et parler de la corruption avec des citoyens du monde entier.

**facebook.com/TransparencyInternational/
twitter.com/anticorruption/
linkedin.com/company/transparency-international/
instagram.com/Transparency_International.
youtube.com/user/TransparencyIntl/**

INFORMEZ-VOUS

Consultez notre site Internet pour découvrir le travail que nous menons dans plus de 100 pays et inscrivez-vous pour recevoir les dernières informations sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

FAITES UN DON

Votre don nous aidera à soutenir les milliers de victimes de la corruption, à élaborer de nouveaux outils, à mener des études et à faire tenir aux États et aux entreprises leurs promesses. Nous voulons bâtir un monde meilleur et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y parvenir.

transparency.org/donate



Transparency International
Secrétariat international
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

Téléphone : +49 30 34 38 200
Fax : +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : transparency.org/en/blog
Facebook : [/transparencyinternational](https://www.facebook.com/transparencyinternational)
Twitter : [@anticorruption](https://twitter.com/anticorruption)